

Panorama de Saint-Barthélemy

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Gustavia
Superficie	21 km ² (25 km ² avec ses îlets)
Situation géographique	Arc Antillais - Paris à 6 500 km, New York à 2 500 km, Guadeloupe à 230 km
Langues parlées	Français, Anglais, Créole
Monnaie	Euro
Statut	Collectivité d'outre-mer (COM) et Pays et Territoire d'outre-mer (PTOM)
Représentation nationale	1 député, 1 sénateur, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'Etat	Préfet délégué

Repères historiques

L'île de Saint-Barthélemy est située au nord-ouest de la Guadeloupe, à la charnière des Grandes et des Petites Antilles et à proximité des îles Vierges américaines. Découverte par Christophe Colomb en 1493, occupée par les Français à partir de 1648, elle fut longtemps un repaire protégé pour les Indiens Caraïbes puis les corsaires jusqu'à sa cession par Louis XVI au roi de Suède contre des droits d'entrepôts à Göteborg. Le principal bourg de l'île fut alors rebaptisé Gustavia, du nom du roi de Suède Gustave III. Par le traité du 10 août 1877, ratifié par une loi du 2 mars 1878, la France reprit possession de Saint-Barthélemy qui fut alors rattachée à la Guadeloupe dont elle devint une commune en 1946.

Le rattachement administratif de Saint-Barthélemy comme commune du département de la Guadeloupe a pris fin en 2007. Le processus d'évolution statutaire qui avait été engagé une dizaine d'années plus tôt par les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy s'est en effet concrétisé par l'adoption, le 21 février 2007, d'un nouveau statut de collectivité d'outre-mer suite à la consultation électorale du 7 décembre 2003, approuvé par référendum à 95,5 % des votants à Saint-Barthélemy.

Organisation institutionnelle

Le 15 juillet 2007, la nouvelle COM de Saint-Barthélemy a été officiellement érigée par la mise en place de son conseil territorial, composé de 19 membres élus pour 5 ans. Régie par la loi organique du 21 février 2007, Saint-Barthélemy exerce l'ensemble des compétences dévolues à la commune, au département et à la région, ainsi que celles que l'État lui a transférées. La nouvelle collectivité est désormais compétente en matière de fiscalité, de transports routiers, de ports maritimes, de voirie, de droits domaniaux de la collectivité, d'accès au travail des étrangers et en matière de création et d'organisation des services des établissements publics de la collectivité, mais aussi de l'urbanisme, de la construction, du logement, de l'environnement et de l'énergie. Elle peut également adapter les lois et règlements en matière de domanialité publique et d'enseignement. L'État reste en revanche compétent en matière de droit pénal, de droit commercial et de droit monétaire, bancaire et financier. Un préfet délégué représente l'État et le gouvernement au sein des COM des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. La préfecture est installée à Marigot (Saint-Martin) avec une annexe à Gustavia (Saint-Barthélemy). La création d'un siège de député pour les deux îles, faisant suite à celle d'un siège de sénateur est effective depuis les élections législatives de juin 2012.

Au niveau communautaire, le passage de Saint-Barthélemy du statut de Région ultrapériphérique (RUP) à celui de Pays et Territoire d'outre-mer (PTOM) à compter du 1^{er} janvier 2012 a été validé le 29 octobre 2011 par un vote unanime du Conseil européen. Outre l'affranchissement des normes européennes, le statut de PTOM permet à la collectivité de bénéficier de la compétence douanière.

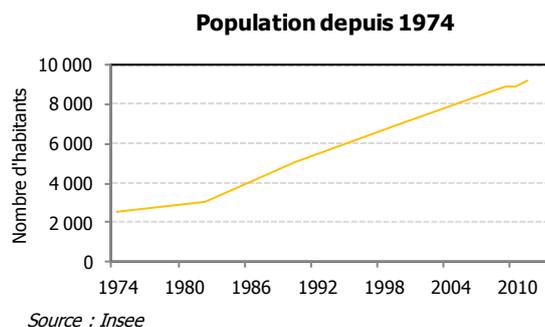
L'euro demeure la monnaie de Saint-Barthélemy. Un accord monétaire relatif au maintien de l'euro a été passé entre l'Union européenne et la République française qui continue à appliquer à Saint-Barthélemy les actes juridiques et les règles de l'Union européenne nécessaires au fonctionnement de l'Union économique et monétaire.

UNE POPULATION CROISSANTE AUX COMPOSANTES VARIÉES

En 2011, la collectivité de Saint-Barthélemy comptait 9 171 habitants, soit 2 319 personnes de plus qu'en 1999. La population a augmenté en moyenne de 2,5 % par an entre 1999 et 2011, une croissance annuelle largement inférieure au rythme élevé des années 1980 (+6,4 %).

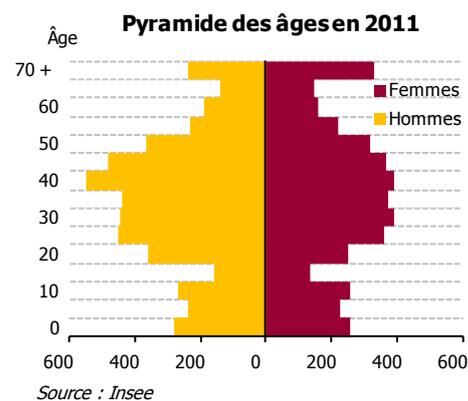
En 2011, selon l'Insee, 63,6 % de la population de Saint-Barthélemy est âgé de 24 à 64 ans et 9,4 % de 65 ans et plus. La répartition de la population par âge a peu évolué depuis 1999, mais la diminution de la part des moins de 24 ans (27,0 %) et l'élévation de l'âge moyen (37,3 ans en 2011 contre 35,4 en 1999) traduisent un vieillissement de la population. Par ailleurs, l'île se démarque par la présence croissante d'une population étrangère (15,8 %) de nationalité essentiellement européenne. En 2007, près de 50 % des étrangers sont portugais, 8 % sont américains et 6 % sont belges.

Sur la période 1999-2010, le taux de natalité moyen affiche une légère hausse, passant de 12,0 ‰ à 12,7 ‰. Ce taux est comparable à celui affiché par la France métropolitaine (12,3 ‰ en 2013).



Indicateurs démographiques	Saint-Barthélemy	France Métropolitaine
Population (au 01/01/2011, millions pour la France)	9 171	63,1
Part des moins de 24 ans (en %, 2011)	27,0	30,7
Part des 25 - 64 ans (en %, 2011)	63,6	52,4
Part des 65 ans et plus (en %, 2011)	9,4	16,9
Densité de population (hab./km ² , au 01/01/2011)	437	116 ⁽¹⁾
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (%)	2,5 ⁽²⁾	0,5 ^{(3)*}
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2010)	12,7	12,9*
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2010)	4,6	8,5*

*France métropolitaine et DOM hors Mayotte ; (1) Rapport entre la population en France métropolitaine en 2011 et sa superficie 545 965km² ; (2) Entre 1999 et 2010; (3) Entre 2006-2011.
Source : Insee - RP 2011 Exploitation principale et Statistique de l'État civil



PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Les estimations réalisées en 2014 dans le cadre du partenariat CEROM (Comptes économiques rapides de l'outre-mer) évaluent le PIB par habitant de Saint-Barthélemy à 35 700 €¹ en 2010, contre 26 000 € en 1999. En 11 ans, le PIB par habitant a nettement augmenté, en parallèle d'une croissance démographique soutenue. Il est supérieur à la moyenne nationale (29 905 € en 2010) et se classe parmi les plus élevés des régions de France, mais reste inférieur au PIB par habitant d'Île-de-France.

Selon la Chambre économique multiprofessionnelle (CEM), le nombre d'entités économiques recensées à Saint-Barthélemy en 2013 s'élève à 5 054 : 64,7 % d'entre elles exercent une activité de services. Le commerce rassemble 15,4 % des entreprises et le secteur du BTP en regroupe 14,9 %. L'industrie, l'agriculture et la production d'eau et d'énergie demeurent faiblement représentées.

La production d'énergie électrique est presque exclusivement d'origine fossile, ce qui rend Saint-Barthélemy fortement dépendante de l'extérieur. En raison du développement économique et de la croissance démographique, la consommation d'électricité n'a cessé de croître : +54,7 % entre 2003 et 2013, avec une croissance annuelle moyenne de 4,5 %. Elle a atteint son niveau le plus élevé en 2013. Parallèlement, afin de répondre à ses besoins d'alimentation en eau potable, Saint-Barthélemy dispose de 4 unités de dessalement d'eau de mer.

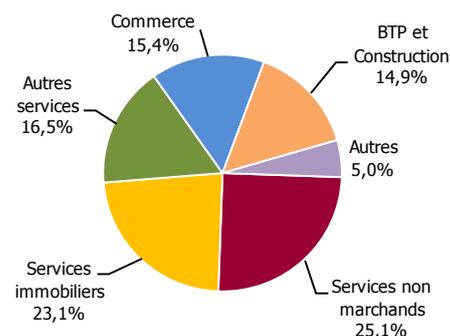
Du fait de sa solidité financière et de son absence d'endettement, la collectivité dispose de certaines marges de manœuvre et la commande publique soutient l'activité du secteur du BTP.

Principaux indicateurs économiques	Saint-Barthélemy	France
PIB par habitant (euros courants, 2010)	35 700 ⁽¹⁾	29 905
Recettes réelles de la Collectivité (M€ 2013)	68,6	-
Dépenses réelles de la Collectivité (M€, 2013)	52,2	-
Dettes de la Collectivité (% du PIB, 2013)	0	8,5 ⁽²⁾

(1) Estimation CEROM ; (2) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht en 2012

Sources : CEROM, Collectivité de Saint-Barthélemy

Répartition par secteur d'activité des entreprises de Saint-Barthélemy en 2013



Source : Chambre économique multiprofessionnelle

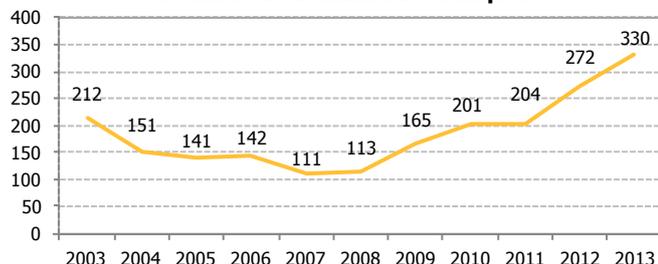
¹ En euros courants.

Un taux d'activité élevé

Saint-Barthélemy se distingue par un très faible taux de chômage (4,3 % en 2011) et un taux d'activité élevé (86,8 % en 2011, contre 68,2 % en Guadeloupe et 72,6 % en France métropolitaine). Le nombre d'actifs occupés n'a cessé de progresser (+50,7 %) entre 1999 et 2011. L'île se caractérise par le poids de l'activité non-salariée qui représente 34,2 % des emplois exercés en 2011, contre 18,7 % en Guadeloupe et 12,6 % en France métropolitaine.

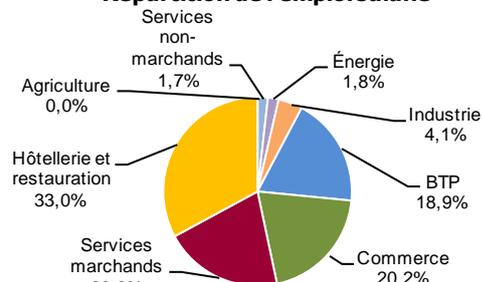
Le tourisme étant un secteur majeur de l'activité de Saint-Barthélemy, l'hébergement et la restauration est le premier employeur de l'île : il rassemble 33,0 % des effectifs salariés en 2013 contre 5,9 % en Guadeloupe. Le secteur du commerce, avec 20,2 % des travailleurs salariés, est le second employeur de l'île, suivi de près par le secteur de la construction (18,9 % contre 8,5 % en Guadeloupe).

Nombre de demandeurs d'emploi



Source : DIECCTE - DEFMA, données brutes

Répartition de l'emploi salarié

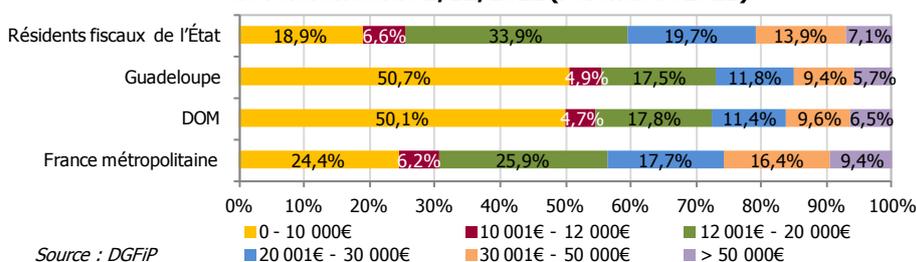


Source : Unédic, chiffres 2013

Des revenus proches du niveau national

À Saint-Barthélemy, les revenus des résidents fiscaux de l'État² rejoignent davantage ceux de la France métropolitaine que ceux de la Guadeloupe et des DOM. Au titre des revenus de 2011, la catégorie de revenus compris entre 12 000 € et 20 000 € est la plus représentée (33,9 % des foyers de l'île contre 25,9 % en France métropolitaine) et 40,7 % des résidents fiscaux avaient des revenus supérieurs à 20 000 €, contre tout juste 27,5 % dans les DOM.

Répartition du nombre de foyers fiscaux par tranche de revenu fiscal de référence au 31/12/2012 (revenus de 2011)

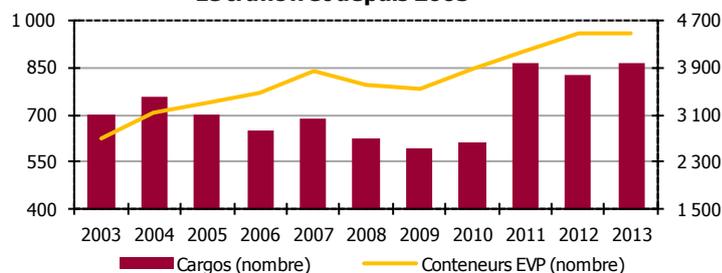


Source : DGFIP

Des importations en progression sur la décennie

Les marchandises importées à Saint-Barthélemy proviennent essentiellement des États-Unis, via la compagnie Tropical Shipping, et de l'hexagone en passant par le port de Guadeloupe, via la compagnie CMA-CGM. Le trafic a globalement progressé sur la décennie en dépit du ralentissement observé entre 2005 et 2010. Après le regain d'activité observé en 2011 et en 2012, le port de commerce a connu une activité en léger recul en 2013. Avec un total de 4 464 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP) déchargés, le nombre de conteneurs est en baisse de 0,6 %. Le nombre de cargos ayant fait escales a néanmoins progressé, passant de 829 en 2012 à 863 en 2013.

Le trafic fret depuis 2003



Source : Port de Gustavia

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Saint-Barthélemy présente les caractéristiques d'une économie fondée sur le tourisme résidentiel et haut de gamme, marquée par le poids du secteur tertiaire marchand, de l'immobilier et de la construction. Après une baisse de la fréquentation de l'île dès 2008, le secteur du tourisme retrouve son dynamisme suite au redressement amorcé en 2011. Impacté par la crise du tourisme ainsi que la mise en place du nouveau Code de l'urbanisme, le secteur du BTP, soutenu par la commande publique, a vu ses difficultés s'atténuer en 2012. En 2013, l'activité du BTP est moins dynamique en lien avec la fin de certains chantiers importants.

Principaux indicateurs sectoriels	2013	Évol. (1) 13/04
Nombre d'hôtels membres ⁽²⁾	30	-1,4 %
Nombre de chambres d'hôtels	544	-1,2 %
Passagers arrivés par ferries	82 738	2,7 %
Passagers arrivés par yachts	39 485	1,0 %
Nombre de croisiéristes	48 022	0,6 %

(1) Taux de croissance annuel moyen (2) Membres de l'association des hôteliers

Sources : Association des hôteliers, Port de Gustavia, Aéroport Gustave III, Ciments Antillais, Collectivité de Saint-Barthélemy

	2013	Évol. (1) 13/04
Passagers à l'aéroport	163 650	-0,7 %
Demande de permis de construire	344	2,4 %
Permis de construire délivrés	231	2,2 %
Consommation de ciment	14 750	3,1 %

² Foyers installés sur l'île après le 15 juillet 2007 qui ne justifient pas d'une durée d'installation minimum de 5 ans sur le territoire. Déclarations au même titre qu'en France métropolitaine.

Le tourisme haut de gamme : moteur de l'économie

Le tourisme est la première activité économique de l'île. Il regroupe notamment la branche de l'hôtellerie et de la restauration. L'économie de Saint-Barthélemy est principalement tournée vers une clientèle nord-américaine haut de gamme, attirée par le caractère exclusif, sûr et rare de la destination. L'offre d'hébergement est constituée d'environ 70 % de villas et de 30 % d'hôtels.

La crise économique et financière affectant les États-Unis en 2007 a entraîné une contraction sensible de la fréquentation de l'île et de la durée de séjour dès 2008. En 2013, avec près de 334 000 passagers, la fréquentation de l'île dépasse ses niveaux d'avant-crise.

Le BTP, un secteur soutenu par la commande publique

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) constitue l'autre activité clé de l'économie de Saint-Barthélemy. Avec 18,9 % des effectifs salariés recensés par l'Unédic en 2013, il est le 3^e secteur pourvoyeur d'emplois.

L'activité du BTP a été favorablement orientée jusqu'en 2007, bénéficiant de la hausse des besoins en matière d'infrastructures et d'habitat engendrée par le développement économique de l'île.

En 2008, l'activité du secteur a ralenti. Un regain de dynamisme est observé en 2010, en lien avec le niveau élevé de la commande publique. En 2013, la fin des chantiers importants marque une baisse de dynamisme de l'activité du secteur. Le volume de ciment consommé diminue de 2,8 % (14 750 tonnes).

En revanche, selon les professionnels du secteur, le marché de l'immobilier affiche en 2013, une activité en progression, retrouvant même des niveaux d'avant crise.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

À fin 2013, 6 établissements de crédit sont implantés à Saint-Barthélemy, 4 établissements affiliés à l'Association française des banques et 2 sont des banques mutualistes et coopératives. Ces établissements totalisent 9 agences bancaires et emploient 41 agents. Le taux d'équipement qui s'établit à 1 guichet pour 1 044 habitants est nettement supérieur à celui observé à la Guadeloupe (1 guichet pour 2 592 habitants) ou en France métropolitaine (1 guichet pour 1 653 habitants en 2013).

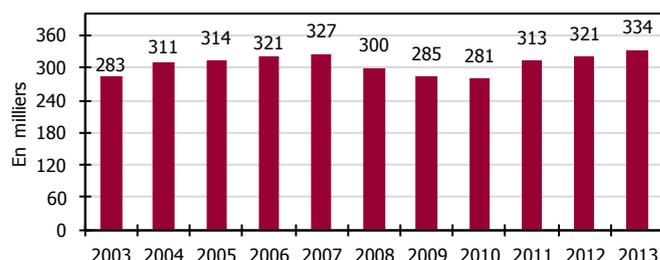
Entre 2009 et 2013, l'encours de crédits sains affiche une forte progression avec un taux de croissance annuel moyen de 8,0 %. Après avoir progressé à un rythme soutenu (+10,1 % en 2012, +10,7 % en 2011), l'encours de crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Barthélemy connaît, en 2013, une croissance ralentie qui touche l'ensemble des segments (+2,4 %, soit +5,0 millions €). Les crédits à l'habitat, entreprises et ménages, enregistrent une croissance de 3,5 % en 2013 contre +9,9 % en 2012. Les crédits d'investissement progressent plus faiblement (+2,8 % après +10,9 %) et les crédits d'exploitation se contractent fortement (-23,2 % après +53,9 %). En revanche, le financement de la consommation enregistre une légère hausse (+0,7 % en 2013 contre -10,8 % en 2012).

Les actifs financiers collectés enregistrent également une nette augmentation : +13,1 % en moyenne par an entre 2009 et 2013. En 2013, ils progressent à un rythme soutenu (+15,0 % en glissement annuel), après une faible hausse en 2012 (+3,9 %). Le dynamisme est essentiellement imputable aux dépôts à vue (+13,6 % après +4,9 % en 2012), principaux actifs financiers détenus par les agents économiques de la collectivité (52,6 % du total).

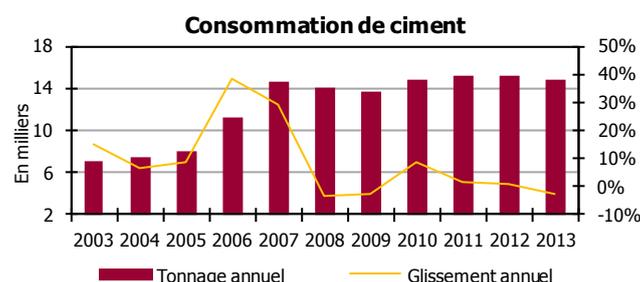
Indicateurs entreprises	Déc. 2013
Actifs financiers ⁽¹⁾ (M€)	155,7
Encours sains ⁽²⁾ (M€)	60,1
dont crédits d'exploitation (%)	7,7
dont crédits d'investissement (%)	72,8
dont crédits immobiliers (%)	19,5

(1) auprès des établissements de crédits locaux, hors La Banque Postale
(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits, hors La Banque Postale
Source : Iedom

Évolution de la fréquentation de l'île*
Nombre de passagers



Sources : Aéroport Gustave III, Port de Gustavia
* Flux totaux - entrées et sorties



Source : Ciments Antillais

Indicateurs monétaires et financiers	2009	2013
Nombre d'habitants par guichet bancaire	989	1 044
Nombre d'habitants par guichet automatique	890	855
Nombre de comptes bancaires par habitant	2,5	2,8
Actifs financiers des agents économiques ⁽¹⁾ (M€)	350,9	509,0
Encours sains des agents économiques ⁽²⁾ (M€)	158,9	216,1

(1) auprès des établissements de crédits locaux, hors La Banque Postale
(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits, hors La Banque Postale
Source : Iedom

Indicateurs ménages	Déc. 2013
Actifs financiers ⁽¹⁾ (M€)	340,4
Encours sains ⁽²⁾ (M€)	151,0
dont crédits à la consommation (%)	9,0
dont crédits à l'habitat (%)	91,0

(1) auprès des établissements de crédits locaux, hors La Banque Postale
(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits, hors La Banque Postale
Source : Iedom

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2013, sauf mention contraire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : Septembre 2014 – Dépôt légal : Septembre 2014 – ISSN 1952-9619